

L'Adresse—M. Trudeau

Mais le chef de l'opposition officielle a quand même raison de dire que la population canadienne attend beaucoup de ce Parlement, de ce gouvernement. Tous les députés et tous les sénateurs sont certainement conscients du devoir qui leur incombe de ne pas décevoir ces espérances. Et je peux assurer le chef de l'opposition officielle que nous, de notre côté, nous sentons vivement nos responsabilités, et que nous ferons de notre mieux pour essayer de faire en sorte que les dangers qui existent dans toutes les régions du monde soient minimisés quant à leur impact sur les Canadiens.

● (1610)

[Traduction]

Nous entrons dans une décennie où pointent d'énormes écueils, comme le chef de l'opposition l'a si bien dit, et déjà de nombreux courants très violents agitent notre pays. Le chef de l'opposition a fait allusion aux dangers qui guettent d'autres parties du monde et je peux lui dire que nous partageons lorsqu'il était premier ministre et que nous partageons encore, maintenant qu'il est chef de l'opposition, l'inquiétude que lui inspiraient les menaces que représentent pour la paix mondiale des événements du genre de ceux dont nous avons été témoins au cours des derniers mois: l'usurpation militaire par un certain pays de la souveraineté d'un autre, le viol des libertés par des régimes oppressifs et très souvent, la perte de nombreuses vies humaines ainsi que les réactions redoutables que peut susciter une conjoncture économique mondiale chaotique, conjoncture qui limite notre liberté d'action et nous empêche d'atteindre notre but qui est notre bonheur économique. Ce sont là de graves dangers mais, en un sens, le pire ennemi est dans nos murs et non au dehors. Je me souviens que Pogo disait: «Nous avons rencontré l'ennemi, et c'est nous».

Une voix: Vous en êtes sûr?

M. Trudeau: J'ai vérifié la citation et c'est bien ça.

Le chef de l'opposition a eu raison, je crois, de rappeler pendant une bonne partie de son discours que les Canadiens doutent de plus en plus de leur aptitude à agir en tant que nation forte et unie. Par contre, je crois qu'avant d'essayer de trouver qui est responsable de cet état de choses, il importe de bien comprendre la situation. Il y a effectivement des Canadiens qui voient dans leurs concitoyens une menace. Il est des provinces qui refusent l'entrée, sur leur territoire, de capitaux, de main-d'œuvre et de biens en provenance d'autres provinces. Certains Canadiens se comportent comme si la langue et la culture d'autres Canadiens constituaient pour eux une menace. Partout au Canada, il en est qui se claquent réciproquement la porte au nez et entravent le libre mouvement des personnes—et, je suppose des idées et de la culture—ce qui, à mon sens, est le plus grand danger qui nous guette au cours de cette nouvelle décennie. Voilà le danger qui pourrait causer l'effondrement du Canada si nous, du Parlement, ne nous faisons pas un devoir d'exprimer d'une seule voix la volonté et l'intérêt national.

J'ai été heureux d'entendre le chef de l'opposition faire votre éloge, madame le Président, et vous louer de vous engager courageusement dans vos nouvelles fonctions, et je joins mes hommages aux siens. Mais j'ai aussi aimé l'entendre dire que vous et nous, de la Chambre, sommes ici pour défendre la volonté et l'intérêt national. Cela me donne l'espoir que l'ennemi dans nos murs sera bientôt vaincu.

J'ai eu de nombreuses occasions d'exprimer cet espoir au cours des huit semaines de campagne que nous avons tous eu à traverser, alors que j'ai senti que pour la majorité des Canadiens l'allégeance au Canada l'emporte sur l'allégeance à leur région. J'ai souvent entendu des Canadiens dire: «Je suis Québécois» ou «Je suis Albertain», mais pressés de préciser, ils ne manquent jamais d'affirmer qu'ils sont Canadiens d'abord, Québécois ou Albertains ensuite.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: C'est ce sentiment de loyauté à l'égard du pays tout entier que nous devons promouvoir pour vaincre l'ennemi dans nos murs, pour vaincre ce doute qui nous ronge, cette incertitude qui nous incite à nous demander si nous serons toujours un pays fort et uni dans une dizaine ou une vingtaine d'années. C'est ce sentiment de loyauté à l'égard du pays tout entier que nous, députés, avons le devoir d'entretenir et de renforcer et, de ce côté de la Chambre, nous ne mégrerons certainement pas nos efforts pour y arriver.

Si nous sommes insensibles dans certains domaines—s'il ne s'agit pas simplement d'une rumeur, mais de la réalité—, je dis d'avance que nous essaierons de réparer nos torts et de mieux comprendre les citoyens de n'importe quelle classe sociale ou région du pays qui ont l'impression de ne pas être servis comme il se doit par le gouvernement.

[Français]

Quand j'écoutais hier les motionnaires (M^{me} Côté et M. Frith) de l'Adresse en réponse au discours du trône, j'étais fier de voir que deux nouveaux députés pouvaient de façon si éloquent articuler leur conviction, non seulement parce qu'ils représentent un coin du pays qui leur est cher, mais aussi de voir comment ils avaient réussi dès leur premier discours en cette enceinte à exprimer non seulement leur désir de servir leurs commettants, mais celui de faire en sorte qu'ils serviraient aussi le bien commun canadien, l'ensemble du pays, et à situer leurs propositions politiques dans le contexte d'un Canada plus large, qu'ils sont ici pour servir comme nous sommes tous ici pour le servir. Et si nous, dans cette enceinte, nous ne nous rappelons constamment pas les uns aux autres que c'est cette loyauté au Canada qui doit l'emporter sur la loyauté à la région, à la province ou même à la circonscription, eh bien, qui va le faire à notre place?

● (1620)

[Traduction]

Nous sommes le seul groupe d'hommes et de femmes dans ce pays qui puisse parler au nom de tous les Canadiens. Nous sommes le seul groupe, la seule assemblée du pays qui puisse parler pour la nation tout entière, qui puisse exprimer la volonté nationale et l'intérêt national. Il est important que nous en tenions compte en remplissant notre mandat, que ce soit au sein du gouvernement ou de l'opposition, et si nous ne sommes pas d'accord, il faut que ce soit non pas à cause d'intérêts régionaux ou provinciaux, mais à propos de ce grand tout que nous essayons de servir chacun à sa manière. Car, enfin, que représente ce sentiment d'appartenance à un pays qu'on nomme citoyenneté, que représente l'amour du pays qu'on nomme patriotisme? Ces sentiments ont peu de rapports avec nos débats, nos politiques, nos lois et même notre constitution. Je dirai même qu'ils ont peu de rapports avec la géographie et l'histoire de notre pays, qui d'une certaine